



Echos de la

MONUSCO

■ Occupation de l'Est de la RDC
par le M23 : réactions des
Nations Unies

■ Interview : M. Moustapha
Soumaré, nouveau
Représentant spécial adjoint
du Secrétaire général en RDC
et Coordonnateur humanitaire

■ Affaires civiles : un partenaire
essentiel des populations
locales



MONUSCO - Agences des Nations Unies :

**Pour la paix et le développement
durables en RDC**

Sommaire

Photo MONUSCO/Clara Padavan



Roger Meece (g) et Herve Ladsous (d) en visite de terrain à l'Est de la RDC

3 Interview

Hervé Ladsous : "Une mission de paix... suppose qu'il y ait un minimum de volonté pour faire cesser les violences"

5 Interview. Moustapha Soumaré : "Mon défi sera de répondre aux besoins humanitaires et de créer les conditions pour un relèvement précoce"

8 Développement. Kasai Occidental : un partenariat agissant entre la MONUSCO et les agences des Nations Unies

9 Entretien avec Alain Sitchet, Coordonnateur provincial du Système des Nations Unies au Kasai Occidental

10 Société. Kasai Occidental : la MONUSCO oeuvre pour mettre fin aux conflits inter-communautaires

11 Kisangani : la MONUSCO en faveur du relèvement communautaire du Bas-Uélé

12 Humanitaire. Nord Kivu : les humanitaires reçoivent un soutien de la France

14 Diagnostic. L'ONU soutient un projet sur la gestion des catastrophes au Nord Kivu

Hervé Ladsous : "Une mission de paix... suppose qu'il y ait un minimum de volonté pour faire cesser les violences"

Suite à l'offensive du M-23 en R.D.Congo qui a eu pour conséquence la prise de Goma, la principale ville de la province du Nord Kivu, Monsieur Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux Opérations de Maintien de la Paix, s'est confié le 21 novembre 2012 à RFI.

✎ **Propos du Chef des Opérations de Maintien de la Paix**

RFI : Hervé Ladsous, la prise de Goma par les forces rebelles du M-23, à la barbe et au nez de la MONUSCO, n'est-ce pas le plus gros échec et une humiliation pour les Nations Unies, en République démocratique du Congo ?

Hervé Ladsous : L'expression n'est pas celle-là. Ce n'est pas celle qui convient.

Suite à la 3^{ème} page

Directeur a.i. de l'Information Publique
Madnodje Mounoubai

Coordonnateur des Publications
Penangnini Toure

Rédacteur-en-Chef
Joseph Tshimanga

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

D'abord, à Goma, les troupes du M-23 sont entrées au nez et à la barbe des troupes congolaises. Il faut réaliser qu'il y avait 7 000 troupes congolaises et qu'elles se sont, malheureusement, évaporées dans la nature.

Imaginez la situation dans laquelle sont les 1 500 casques bleus, avec une ville de près d'un million d'habitants. Il est évident que le mandat porte d'abord sur la protection des civils. Eh bien, la MONUSCO protège les civils. Le métier de la MONUSCO, ce n'est pas de casser du M-23. Ce n'est pas son mandat.

Protéger la population civile, c'est votre mission. Mais cela veut dire qu'à Goma, vous allez être obligé de collaborer avec le M-23.

Non ! Nous avons des politiques de conditionnalité, qui ne nous permettent pas de collaborer avec des gens qui sont coupables des pires exactions. N'oublions pas qu'au fil des mois, le M-23 s'est rendu coupable d'attaques terribles contre les civils, qui ont fait un très grand nombre de victimes, et d'attaques contre les femmes. Il s'est rendu coupable de recrutement d'enfants qui ont été abominablement mal traités, y compris sur le plan sexuel. Donc, tout cela exclu le principe d'une coopération. Maintenant, qu'il puisse y avoir coexistence dans certaines situations, et que de toute façon il faille faire face à certaines situations d'urgence, là c'est la réalité.

Alors, question directe : à quoi sert aujourd'hui cette MONUSCO budgétivore? Son budget annuel avoisine le milliard et demi de dollars par an.

Nous sommes dans ce qui est actuellement le mandat le plus robuste



Hervé Ladsous, chef du département des Opérations du maintien de la paix

qui ait été donné par le Conseil de Sécurité à une mission de la paix des Nations Unies. Et quand je dis mission de paix, ça suppose qu'il y ait un minimum de volonté de faire cesser les violences! Là, clairement, on est au-delà d'une situation de ce type.

Et encore une fois, notre mission n'est pas d'entrer en conflit frontal avec tel ou tel groupe armé. Elle est d'appuyer les forces armées congolaises – il faut encore que les forces armées congolaises soient présentes sur la scène – et puis,

d'empêcher les abus qui mettent en cause les civils. Et cela, nous le faisons au quotidien. Alors, je suis le premier à reconnaître qu'il y a, malheureusement, des situations dans lesquelles, oui, des civils ont été victimes. Ils n'ont pas pu l'empêcher.

D'aucuns assurent que le mandat de la MONUSCO doit évoluer. Y êtes-vous favorable ? Paris fustige notamment un mandat qui ne permet pas d'intervenir pour s'opposer à quelque centaines d'hommes. Que répondez-vous ?

Le mandat, ce n'est pas nous qui le fixons. C'est le Conseil de Sécurité. Donc c'est au Conseil de Sécurité de prendre ses responsabilités, s'il estime que ce mandat doit être renforcé. Il faut savoir que depuis le début de cette opération, les hélicoptères armés de la MONUSCO se sont déployés de manière constante. Ils ont tiré des centaines de roquettes, de missiles. Les tanks ont tiré des centaines d'obus, pour enrayer cette offensive, avec toutes ces conséquences humanitaires !

Des statistiques pareilles, vous savez, on ne les voit dans aucune autre opération de maintien de la paix ! D'ailleurs, j'hésite maintenant, à utiliser l'expression "opération de maintien de la paix", à propos du Kivu. Ce sont des situations très différentes de celles que les casques bleus ont connu par le passé ailleurs dans le monde !

La prise de Goma, n'est-ce pas tout de même un échec diplomatique et politique de la MONUSCO, qui n'a pas incité les deux parties, Kinshasa et M-23, à négocier?

D'abord, je dirais que c'est quand même un échec. Et ça, c'est assez consternant.



Roger Meece et Herve Ladsous en visite de terrain au Nord Kivu - Photo MONUSCO/Clara Padovan

C'est un échec pour la République démocratique du Congo. C'est sa souveraineté qui est violée par des mouvements soutenus de l'étranger. Pour le reste, des contacts diplomatiques sont en cours, parce que, au-delà des situations militaires, il est évident qu'il faut des solutions politiques.

Dans un récent rapport des Nations Unies, l'Ouganda et le Rwanda ont été cités comme parrains du M-23. Allez-vous condamner ces deux pays ?

C'est un rapport d'un comité d'experts. Donc, ce n'est pas un rapport officiel des Nations Unies. Un certain nombre d'éléments sont sortis dans la presse. Il

appartient au Conseil de Sécurité – qui doit d'ailleurs le faire dans les prochains jours – de se déterminer sur ce qu'ont dit les experts. L'organe politique des Nations Unies c'est d'abord le Conseil de Sécurité.

Par ailleurs, le Secrétaire général des Nations Unies, lui aussi, a condamné de la manière la plus vive toutes ces exactions. Et je crois que c'est bien ainsi que les choses doivent être. Il y a l'approche militaire qui provoque des drames, et il y a l'approche diplomatique.

Demain devrait avoir lieu cette rencontre des trois présidents [NDLR : Joseph Kabila de la RDC, Paul Kagamé du Rwanda, et Yoweri Museveni de l'Ouganda]. Il est clair qu'on ne peut pas rester dans cette logique militaire infernale qui fait tellement de victimes. Il faut trouver des solutions politiques durables à cette crise, qui dure quand même depuis tant d'années et qui a fait tant de victimes ! ■

COMMUNIQUE DE LA MONUSCO

“Le M23 est entré ce jour [20 novembre 2012] à Goma suite aux affrontements l'ayant opposé aux Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) appuyées par les troupes et hélicoptères d'attaque de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en RD Congo (MONUSCO).

En dépit de cette situation, la MONUSCO reste engagée et conduit actuellement des patrouilles dans la ville. “La Mission mettra tout en oeuvre pour remplir son mandat de protection des populations civiles faisant l'objet de menaces graves et imminentes”, a déclaré Roger Meece, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et chef de la MONUSCO. En outre, l'ONU avec ses partenaires humanitaires, n'épargneront aucun effort pour continuer l'assistance aux déplacés et autres personnes vulnérables.

La MONUSCO rappelle que toute action visant à l'empêcher d'exécuter son mandat ne saurait être tolérée. Les Casques Bleus étant exclusivement au service de la paix, toute attaque contre eux est considérée comme un crime de guerre.

Les Nations Unies mettent en garde ceux qui seraient tentés de commettre de graves violations des droits de l'Homme ou de porter atteinte au droit international humanitaire. Les auteurs de ces actes, le M23 ou toute autre force négative, devront en assumer les conséquences et en répondre devant la justice” ■

Développement et paix durables...

Moustapha Soumaré : “Mon défi sera de répondre aux besoins humanitaires et de créer les conditions pour un relèvement précoce”

Quels sont les grands défis à relever, notamment à l’Est de la République démocratique du Congo en proie à l’insécurité due à la nouvelle rébellion et à l’activisme des groupes armés? Comment la MONUSCO et le système des Nations Unies entendent-ils appuyer et soutenir les efforts du gouvernement dans ce domaine et dans bien d’autres? Comme Coordonnateur résident humanitaire et Représentant résident du PNUD, le nouveau Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Moustapha Soumaré, répond à ces questions, dans cette interview qu’il a accordée à Echos de la MONUSCO, au lendemain de la prise de ses fonctions.

✂ Propos recueillis par Penangini Toure/MONUSCO



“Je suis encore en train d’apprendre et de m’informer sur la situation en RDC”, affirme le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l’ONU en RDC - Photo MONUSCO/Myriam Asmani

Echos de la MONUSCO : Monsieur Soumaré, vous venez de prendre fonction en tant que Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo, Coordonnateur résident des Nations Unies, Coordonnateur humanitaire et Représentant résident du PNUD. Comment entamez-vous ces nouvelles fonctions qui vous ont été confiées ?

Moustapha Soumaré : Je voudrais tout d’abord remercier tous les collègues de la MONUSCO et de tout le Système des Nations Unies en République démocratique du Congo pour l’accueil combien chaleureux qu’ils m’ont réservé depuis ma prise de service le 1^{er} octobre 2012. J’ai beaucoup bénéficié de leur disponibilité et soutien pour ce moment critique. Je voudrais en particulier rendre hommage à mon prédécesseur Fidèle Sarassoro pour le travail bien accompli.

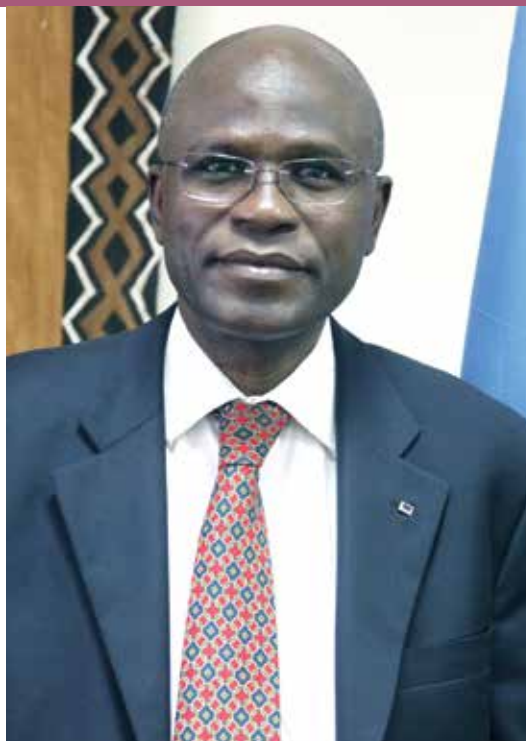
Je viens tout juste de présenter copies de mes lettres de créance au Ministre des Affaires Etrangères. Je suis maintenant

en train de faire le tour des membres du gouvernement et des partenaires pour entendre de vive voix leur analyse et conseils qui me seront utiles dans la définition de mes priorités.

Ceci dit, j'entame mes nouvelles fonctions avec humilité, sérénité et beaucoup d'optimisme. A travers les multiples briefings que j'ai déjà eus, je peux dire que le chemin à parcourir ne sera pas facile, mais sera exaltant. Il y a beaucoup de défis à relever, mais en même temps beaucoup d'opportunités qui se présentent. Il s'agira pour moi, dans le cadre du mandat de la MONUSCO et de toutes mes responsabilités au sein du système des Nations Unies - et au-delà -, de saisir ces opportunités en bâtissant sur le travail qu'avait fait mon prédécesseur et cela avec l'appui de tous mes collègues de la MONUSCO et de l'Equipe pays des Nations Unies.

Après quelques semaines de travail, quels sont selon vous les grands défis à relever, notamment à l'Est de la RDC où la sécurité des populations est constamment mise à mal par des groupes armés, occasionnant ainsi des crises humanitaires à succession ?

Comme je l'ai dit plus haut, je suis encore en train d'apprendre et de m'informer sur la situation en République démocratique du Congo. Je lis beaucoup et je reçois des briefings sur, en particulier, la situation à l'Est. Il apparaît évident que la situation sécuritaire à l'Est crée des conditions difficiles pour les populations, ce qui engendre une situation humanitaire des plus préoccupantes. La constance des besoins humanitaires liés aux conflits et à des causes structurelles a généré



*Moustapha Soumaré, confiant en l'avenir -
Photo MONUSCO/Myriam Asmani*

une situation de crise permanente. De nombreux nouveaux déplacés internes sont en quête permanente de sécurité. La répétition des crises humanitaires en RDC depuis plusieurs années appelle à une réflexion sur les modes d'action et la réponse mise en œuvre par les autorités nationales ou la communauté internationale.

Comme Coordonnateur résident, un des défis important serait la mise en œuvre du Programme Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au développement communément appelé UNDAF (NDLR : United Nations Development

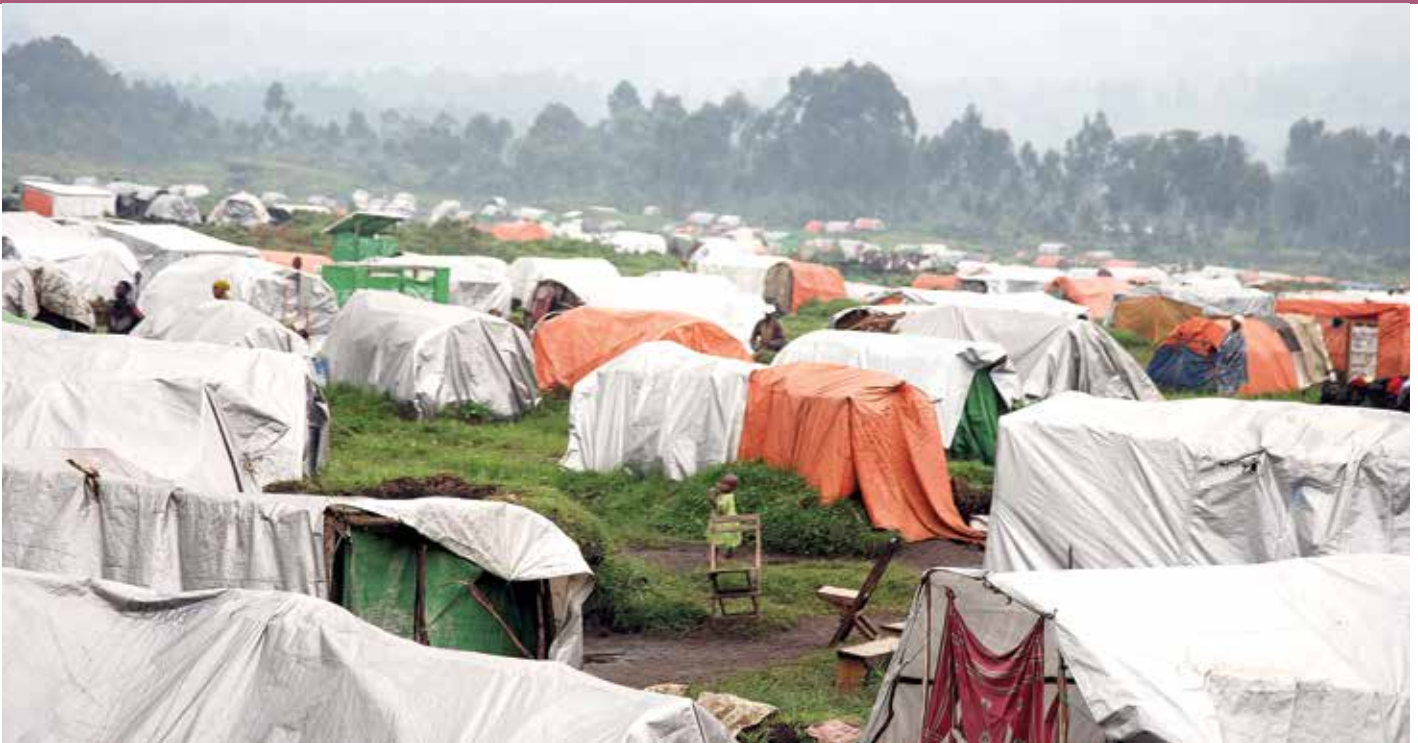
Action Framework). Ce programme concernera aussi bien l'Est que tout le reste du territoire où les indicateurs du développement humain sont aussi critiques. Je faciliterais donc le travail de l'Equipe pays pour amener les Nations Unies à répondre de façon concertée et cohérente et cela en rapport avec les priorités définies avec le Gouvernement.

Une autre priorité pour moi sera d'assurer que le système des Nations Unies et les partenaires de la RDC appuient les efforts du Gouvernement dans le domaine de la parité sur tout le territoire. Les Congolaises sont des femmes courageuses qui doivent être soutenues et protégées, aussi toute initiative visant à améliorer leur protection et celle des populations civiles en général sera encouragée et renforcée. Dans le même registre, nous accompagnerons, avec le soutien de l'ensemble des partenaires, les autorités nationales dans la relance du processus électoral.

« Le défi sera donc de répondre aux besoins humanitaires (sauver les vies) et en même temps créer les conditions pour un relèvement précoce. C'est à cela que je vais m'atteler comme Coordonnateur humanitaire. »

Il est vital également de poursuivre la lutte contre la contamination par les « Restes Explosifs de Guerre », un risque qui augmente en ce moment dans les territoires de Masisi, Walikale et Rutshuru. La section anti-mines de la MONUSCO, "UNMACC", continue de coordonner la destruction d'engins non explosés collectés dans ces zones. En septembre 2012, la RDC comptait encore 1,559 zones dangereuses, dont 80 sont des champs de mines, et les enquêtes ne couvrent que 30% du territoire de la RDC.

Enfin, dans les zones qui ne sont



Un camp de déplacés à Kibati près de Goma, dans le Nord Kivu - Photo MONUSCO/Myriam Asmani

pas affectées par les conflits armés, et qui concernent la partie du pays à partir du Sud du Katanga jusqu'à la côte de l'Atlantique, je m'évertuerai à accompagner le Gouvernement dans sa volonté de consolider la paix et cela dans le cadre du nouveau Programme de Consolidation de la Paix (PCP). Ce programme que nous comptons lancer officiellement avec le Gouvernement vise à relancer l'économie en générant des opportunités d'emploi pour les jeunes et à réhabiliter et créer des infrastructures et des structures pour assurer des services sociaux aux populations. Le programme vise également à accompagner le Gouvernement dans ses efforts pour établir l'autorité de l'état grâce à des structures décentralisées. Nous allons, dans cette initiative, travailler étroitement avec tous les partenaires de la RDC pour créer les synergies et assurer que le

sort des populations s'améliore. Il faut rappeler que dans les zones hors conflits, nous devons également faire face à des besoins humanitaires chroniques liés à des causes structurelles auxquels nous devons aussi répondre.

Je constate avec plaisir que la RDC est partie prenante dans le processus du New Deal qui nous incite à prendre en compte le contexte national - sécuritaire, socio-économique, politique - comme point de départ. Cette approche permet à la RDC, qui est un des pays pilote dans le monde, de tenir compte des défis et de bâtir son avenir à partir de ses richesses. La RDC est un pays avec des potentiels énormes et pour pouvoir l'accompagner vers un développement positif et soutenable, nos approches doivent être adaptées aux réalités congolaises. L'harmonisation entre tous les acteurs et les approches

communes nous permettront d'être plus efficaces et d'obtenir des résultats tangibles. Le Groupe de Coordination des Partenaires, pourrait constituer un instrument important de dialogue entre le Gouvernement et ses partenaires au Développement. La prochaine évaluation de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs) offre une occasion pour la RDC et ses partenaires au développement, y inclus le Système des Nations Unies, d'analyser les résultats et d'identifier les domaines d'amélioration pour définir de nouveaux objectifs et un programme d'action en faveur du développement au-delà de 2015.

Finalement, je voudrais remercier le magazine "ECHOS de la MONUSCO" pour l'opportunité qui m'a été offerte de partager mes idées préliminaires sur le travail qui m'attend ■

Vers un développement intégral dans l'ouest de la RDC

Kasaï Occidental: un partenariat agissant entre la MONUSCO et les agences des Nations Unies

Les agences du système des Nations Unies et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) « unies, ensemble, dans l'action » pour le développement de la province.

✍ Par Lansana Dabo/MONUSCO

Au Kasaï Occidental, le Bureau conjoint des Nations Unies installé depuis le 20 septembre 2012, fonctionne déjà en pleine synergie avec les différentes composantes du système à travers diverses initiatives, allant de la création d'une voie unique de stratégie de communication pour opérer de manière plus effective et efficace.

Interrogé sur le rôle et les objectifs du Bureau conjoint, Didier Nzengele Kapita, chef de bureau de l'UNOPS (Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets) estime que cette action vise à renforcer les activités quotidiennes des agences. Une initiative louable, selon M. Kapita, qui s'explique : "A travers cette union, l'OMS peut nous aider avec les moyens logistiques pour le traitement de l'eau de source, la MONUSCO, quant à elle, peut réparer nos véhicules. Et en plus, ce qui est beaucoup plus bénéfique encore, nous pouvons faire l'achat groupé du carburant..."

Pour le docteur Honoré Lukunku, chef de bureau de l'OMS au Kasaï Occidental, ce partenariat MONUSCO-Agences des Nations Unies arrive à point nommé. "Cela va permettre la réalisation de plusieurs projets pour lesquels les agences, seules, avaient d'énormes difficultés à

résoudre. Par exemple, faire une surveillance intégrée des maladies et riposte contre les épidémies. C'est-à-dire être ensemble avec les collègues pour répondre aux urgences de la province, à travers l'appui logistique d'autres collègues, de l'implication de toutes les agences du programme de l'éradication de la polio au niveau des 44 zones de santé de la province".

Cette synergie peut aussi faciliter le développement des actions conjointes

en termes financiers en mettant les ressources ensemble pour la réponse aux maladies, aux catastrophes naturelles; faciliter le financement du plan d'action humanitaire à travers les activités planifiées au niveau de la province, la prise en charge médicale et la réhabilitation d'infrastructures, telles que le laboratoire provincial réhabilité par l'OMS et mis à la disposition de l'Etat ■



Conférence sur la nouvelle configuration du Système des Nations Unies au Kasaï Occidental - Photo MONUSCO/Lansana Dabo

Entretien avec Alain Sitchet, Coordonnateur provincial du Système des Nations Unies au Kasai Occidental

Investi dans ses fonctions de Coordonnateur provincial du Système des Nations au Kasai Occidental, Alain Sitchet décrit les défis qu'il doit relever.

✉ **Propos recueillis par Lansana Dabo/MONUSCO**

Echos de la MONUSCO : Coordonnateur du Bureau conjoint des Nations Unies (BCNU) de la province du Kasai Occidental, quel est l'état des lieux de la province que vous dressez et quelles sont les priorités du Bureau?

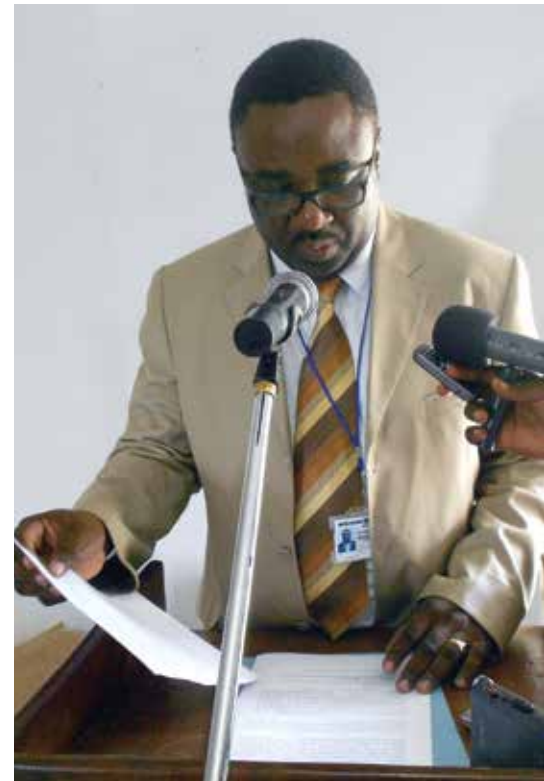
Alain Sitchet : Je me trouve dans une province où l'appui du système des Nations Unies est très apprécié par les autorités politico-administratives et les populations locales, du fait des réalisations probantes du SNU (Système des Nations Unies, Ndlr) dans la province. Le Kasai Occidental, c'est aussi et surtout une province aux grands potentiels de développement, mais où malheureusement subsistent de nombreux défis à relever, notamment la lutte contre la malnutrition, la création d'emplois pour les jeunes, la préservation de la paix et de la cohésion sociale. Après avoir mené des consultations, depuis mon arrivée à Kananga, avec nos partenaires dans la province, plusieurs axes prioritaires d'intervention se dégagent : l'élaboration d'un plan de travail conjoint du Système des Nations Unies en appui aux autorités gouvernementales, la préparation et la mise en œuvre de programmes conjoints (gouvernement-SNU-Société civile), et surtout l'élaboration et l'exécution du Programme de Consolidation de la Paix (PCP) au niveau provincial.

En quoi consiste cette approche intégrée du Système des Nations Unies au Kasai Occidental?

L'approche intégrée, au niveau programmatique, c'est le renforcement des synergies et de la cohérence lors de la préparation et l'exécution des programmes et projets des membres de la famille onusienne au Kasai Occidental. Il s'agit ici d'éviter une dispersion des initiatives du Système des Nations Unies dans l'appui apporté aux partenaires : les Nations Unies parlent d'une seule voix tout en respectant la diversité des mandats confiés à ses différentes composantes. Au niveau financier, c'est la rationalisation des dépenses à travers une utilisation plus judicieuse des services communs par les agences du SNU et la MONUSCO (par exemple les achats groupés) et aussi la multiplication des activités conjointes (par exemple les missions conjointes).

Que pensez-vous de la collaboration entre la MONUSCO et les agences du Système des Nations Unies au Kasai Occidental ?

Je la trouve saine, constructive et surtout chaleureuse. C'est le lieu indiqué pour féliciter mes collègues onusiens de m'avoir quelque peu facilité la tâche en travaillant déjà de manière conjointe bien avant mon arrivée à Kananga.



Alain Sitchet veut renforcer le partenariat entre le système des Nations Unies et la province du Kasai Occidental - Photo MONUSCO

Mon devoir, c'est de renforcer cet esprit "ONE UN" pour que le système des Nations Unies au Kasai Occidental soit effectivement « uni dans l'action » pour le grand bien des populations et autorités ouest-kasaïennes ■

Kasaï Occidental: la MONUSCO oeuvre pour mettre fin aux conflits inter-communautaires

Vers le dénouement de la crise communautaire entre les tribus Kankunku et Kamenga, grâce à la médiation de la section des Affaires civiles

✎ Par Valérie Petit/MONUSCO

Le conflit foncier qui oppose depuis l'année 2008 les communautés de Kankunku et Kamenga dans le territoire de Dibaya, province du Kasaï Occidental, est sur le point de connaître un dénouement heureux. Lors de la mission conduite dans ce territoire du 15 au 18 octobre 2012 par une délégation des membres de la section des Affaires civiles de la MONUSCO, les parties en conflit ont accepté de s'engager dans un processus de réconciliation, de dialogue et de cohabitation pacifique.

Durant trois ans, les deux communautés locales se sont disputées la gestion d'un marché local installé à Kamenga, village limitrophe de celui de Kankunku. Les habitants des deux villages accablés par ce conflit foncier qui, à son début, paraissait mineur, ont longtemps redouté la résurgence de l'insécurité pour eux et pour leurs biens.

A l'issue d'une mission conjointe conduite par la section des Affaires civiles, celles des Droits de l'Homme et de la Sécurité de la MONUSCO, ainsi qu'avec la société civile, les chefs coutumiers de Kankunku et de Kamenga ont fini par reconnaître l'autorité qui incombe à chacun, et partant, ont réussi à réconcilier leurs communautés



Une rencontre d'amitié et de fraternité entre les jeunes et les notabilités des villages de Kankunku et de Kamenga - Photo MONUSCO/CAS

respectives. Mais, comment en étaient-ils arrivés à ce conflit?

Genèse du conflit

Tout remonte à 2008, lorsque le chef du village Kankunku envisagea de délocaliser le marché de Kamenga pour l'installer dans son village afin de faire valoir son nom et son autorité sur les habitants de Kamenga. Le marché en question était jadis populaire, connu et fréquenté par tous les habitants de la zone. Cette vision n'enchantait guère la communauté Kamenga qui, soutenue en cela par d'autres villages voisins, s'opposa énergiquement à cette décision unilatérale. Ainsi naît ce conflit dont la base est la délocalisation et la gestion du marché de Kamenga.

Les Affaires civiles de la MONUSCO

ont planifié une autre mission pour appuyer le processus de réconciliation et la recherche d'une paix durable entre ces deux communautés. Cette prochaine mission consistera à soutenir des experts désignés localement dans le cadre de la formation des membres de chaque communauté en conflit, en "Résolution pacifique des conflits et en Techniques de négociation". La formation sera également l'occasion pour les experts locaux, appuyés par les Affaires civiles, de faciliter la mise en place d'un Comité local de Conciliation. Ce Comité, qui sera composé de membres des deux communautés, aura pour vocation de sensibiliser les parties en conflit à négocier directement et à signer un accord de paix ; il servira également de mécanisme d'alerte précoce ■

Kisangani : la MONUSCO en faveur du relèvement communautaire du Bas-Uélé

La MONUSCO ne cesse d'optimiser son aide pour le relèvement du Bas-Uélé devenu un cas singulier dans la province Orientale. Dans le cadre de son mandat de protection des civils, la mission a rouvert récemment son bureau d'Observateurs militaires de la localité de Buta qui fut saccagé par une frange de jeunes gens inciviques.

✎ Par Codjo Houegniglo/MONUSCO

Du 12 au 19 octobre 2012, la MONUSCO a envoyé à Buta une équipe conduite par le Bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) de Kisangani en vue de s'imprégner de la situation réelle actuelle de ce district.

Réputé pour ses mines et carrières de matières précieuses, le Bas-Uélé peine pourtant à rétablir la sécurité, à relancer l'économie locale, et ainsi réduire l'incidence de la pauvreté. Le district demeure enclavé, avec ses infrastructures de base délabrées, un leadership administratif fortement fragilisé actuellement par un conflit ouvert entre le commissaire de district et ses adjoints. A cela s'ajoute une chaîne pénale en mal de fonctionnement en raison de la corruption et des mauvaises conditions de travail des magistrats.

Mauvaises conditions de vie

Sont aussi légion dans ce district les barrières dressées par la DRPO (Direction des Recettes de la Province Orientale), ainsi que les cas de violences sexuelles répertoriés par l'ONG locale, DYFEMIR (Dynamique pour la Promotion des Femmes et Enfants en Milieu rural), les tracasseries militaires et policières, et les détournements de salaires des agents de l'Etat. La prison de ce district est une maison de détention de fortune,

propriété privée d'un habitant de la place. C'est dans cette maison que sont détenues des personnes condamnées communément appelées ici à Buta "prisonniers volontaires ou de bonne foi".

L'eau courante et l'électricité sont une denrée rare dans cette localité. En conséquence, toute opération chirurgicale, surtout si elle est effectuée au cours de la nuit, constitue un haut risque pour les malades de l'hôpital de Buta, chef-lieu du district de Bas-Uélé. Le secteur de la santé bat de l'aile avec actuellement 675 cas de rougeole déclarés dont 16 décès.

Actions de la MONUSCO

L'équipe conjointe de la MONUSCO a travaillé sept jours durant au relèvement communautaire dans ce district. Elle a eu plusieurs séances de travail avec les

responsables politico-administratifs du district, les opérateurs de sécurité et de protection du Bas-Uélé, les membres de la société civile locale, les responsables de l'ONG DYFEMIR, le personnel local chargé de la santé, de la justice et du système pénitentiaire dans les six territoires qui constituent le district du Bas-Uélé, à savoir Buta, Bambessa, Bondo, Poko, Aketi et Ango. A l'issue de ces échanges, l'équipe a pu se rendre compte que la situation des droits de l'Homme demeure une grande préoccupation.

La MONUSCO a pris l'engagement de faire le plaidoyer auprès des autorités provinciales et nationales, et également auprès de ses partenaires extérieurs pour la mise en place d'un plan d'action d'urgence sociale et économique en faveur du Bas-Uélé ■



Une séance de travail de l'équipe conjointe de la MONUSCO avec les autorités administratives du district du Bas-Uélé - Photo MONUSCO/Codjo Houegniglo

Nord Kivu : les humanitaires reçoivent un soutien de la France

Une contribution financière de la France de deux millions d'Euros pour venir en aide aux déplacés de guerre de Rutshuru.

✂ Par Clara Padovan/MONUSCO

En marge du sommet de la Francophonie tenue à Kinshasa du 12 au 14 octobre 2012, la France a dépêché à Goma sa ministre déléguée, Yamina Benguigui, laquelle a signé une convention avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'ONG Heal Africa le 16 octobre 2012. La ministre française déléguée à la Francophonie s'était rendue au camp des déplacés de Kanyaricunya, situé à une dizaine de kilomètres de Goma, où elle a annoncé officiellement une aide financière de son pays d'un montant de deux millions d'Euros pour subvenir, pendant un mois, aux besoins des déplacés de guerre de Rutshuru. Cette aide devait être répartie comme suit : un million d'Euros au PAM, et le reste à Heal Africa et d'autres ONGs partenaires locales.

Très sensible à la situation difficile dans laquelle se trouvent les quelque 60 000 déplacés de Rutshuru, la ministre Benguigui s'est exprimée au cours du point de presse qui a suivi la signature de la convention en ces termes : "On espère vraiment qu'un jour ce camp disparaîtra. Il faut que la paix revienne au Nord Kivu, il faut absolument que toutes les forces se mobilisent, y compris l'Union Européenne, mais aussi très fortement la RDC". Puis, elle a dénoncé les conditions épouvantables des femmes congolaises, les violences dont elles font l'objet : "Il



La ministre française chargée de la Francophonie, Yamina Benguigui à son arrivée à Goma, le 16/10/2012 - Photo MONUSCO/Clara Padovan

y a des femmes violées, mutilées, tuées. Des femmes échangées, troquées, qui font l'objet des pires transactions". La ministre a souligné l'importance d'organiser un forum international des femmes pour traiter de nombreux problèmes auxquels

sont confrontées les femmes, notamment par rapport aux violences sexuelles.

Une opération humanitaire d'urgence du PAM

Les opérations d'urgence pour venir

en aide aux déplacés de guerre au Nord Kivu sont d'une telle ampleur qu'il faudrait plus de 50 millions d'Euros pour les couvrir. En signant une convention d'aide financière avec la France, le PAM a pu acheter, avec son million d'Euros, plus de 1000 tonnes de céréales pour les déplacés du camp de Kanyaruchinya. Depuis juin 2012, le PAM assure au quotidien l'alimentation de 57 000 déplacés dans ce camp, mais depuis le début des combats en mai dernier entre les forces gouvernementales et les rebelles du M23, ce sont des centaines de milliers de personnes qui vivent dans l'insécurité alimentaire.

“ Ces familles, déjà très pauvres, ont laissé derrière elles leurs champs et leurs outils de production. Totalement démunies, privées de leur seule source de nourriture et de revenus, ces déplacés avaient -- et c'est encore aujourd'hui le cas pour certaines -- un besoin urgent d'assistance alimentaire ”, avait expliqué un représentant du Programme alimentaire mondial.

Entre le Sud et le Nord Kivu il y a actuellement plus de 500 mille déplacés qui vivent dans des camps ou avec des habitants de villages. Les organisations humanitaires ont évalué à plus de 700 millions de dollars les besoins des victimes de conflits, d'épidémies et de catastrophes naturelles. Selon le PAM, pour le Nord Kivu, province ravagée par les conflits depuis des décennies, l'aide d'urgence s'élève à plus de 50 millions d'Euros pour l'année 2012.

“Heal Africa” veut redonner espoir à 900 enfants

Au cours d'une visite d'information à l'hôpital Heal Africa à Goma, le 16 octobre 2012, Yamina Benguigui s'est entretenue avec le représentant légal



Une visite de travail de Mme, Yamina Benguigui (à droite) à Rutshuru en compagnie de la chef de bureau de la MONUSCO à Goma, Nord Kivu - Photo MONUSCO/Clara Padovan

de cette ONG, Justin Paluku Lussy. Elle a félicité l'ONG pour son travail social. *“ Vous reconstruisez la vie des plus vulnérables ”*, a-t-elle dit.

Grâce à la subvention du gouvernement français, l'ONG Heal Africa prévoit de renforcer ses activités dans les zones de santé affectées par les conflits armés. *“ Grâce à la donation généreuse du gouvernement français Heal Africa pourra étendre son action auprès des enfants en situation difficile dans les territoires de Rutshuru, Kayna, Binza et Masisi ”*.

Par ailleurs, dans le cadre du projet « Enfants comme nous », Heal Africa traitera les enfants atteints de malformations congénitales, les enfants

vivant avec le VIH, et renforcera l'action de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. L'ONG a également prévu de traiter les enfants atteints de malnutrition aigue sévère et d'assurer l'accompagnement psychologique des enfants et adolescents vivant avec un handicap. En tout, 900 enfants profiteront de ces soins.

Pour les agences des Nations Unies et les ONG humanitaires, les défis à relever pour 2012 sont immenses en RDC : comment accéder aux deux millions de déplacés dont deux-tiers se trouvent au Nord et Sud Kivu lorsqu'il n'y a pas assez de financement, et que l'insécurité est omniprésente, et les routes souvent impraticables? ■

L'ONU soutient un projet sur la gestion des catastrophes au Nord Kivu

Chaque année, le deuxième mercredi du mois d'octobre, des campagnes d'information sont organisées sur les différentes causes de catastrophes naturelles dans le monde. Au Nord Kivu où les risques de catastrophes naturelles sont très importants, en particulier les éruptions volcaniques et les coulées de boue, les Nations Unies et ses principaux partenaires (Union Européenne et Coopération Suisse) ont lancé depuis 2006 un projet de « Prévention et Analyses des Risques Naturels en RDC ». Il s'agit d'un projet pilote qui soutient également l'Observatoire Volcanologique de Goma. Ce projet, exécuté par le Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS), consiste à surveiller, analyser et prévenir les risques des volcans actifs des Virunga.

✂ Par Clara Padovan et Dario Tedesco/MONUSCO

La province du Nord-Kivu abrite le plus actif des volcans des Virunga et le Nyiragongo (18 km des rives du lac Kivu à Goma), le plus dangereux par sa proximité avec la ville de Goma. Ces deux volcans sont situés à l'Ouest de la chaîne des Virunga. Au centre des Virunga il y a les volcans Visoke, Karisimbi et Mikenko, et à l'Est se trouvent les volcans endormis de Muhabura, Gahinga, et Sabinyo. Avec la ville de Goma construite à moins de 15 km du Nyiragongo, les risques sont permanents et très élevés. Les coulées de lave pourraient facilement atteindre la ville de Goma.

En remontant aux dernières éruptions volcaniques, du Nyamulagira en 2010 et 2011, il ne faut pas négliger les conséquences désastreuses que ces éruptions ont causées sur l'écosystème de la forêt tropicale dans le parc des Virunga où plus de 2000 hectares ont été dévastés par les coulées de lave. En 2010, la lave s'est aussi déversée en direction du Sud à moins de 10 km de la route entre Goma et Saké (Saké est à moins de

20 km à l'Ouest de Goma). C'était la 35^{ème} éruption du Nyamulagira depuis 1882.

Cependant le Nyiragongo reste le volcan le plus dangereux d'Afrique à cause de sa proximité avec la ville de Goma et de son lac de lave le plus large au monde avec plus de 250 mètres de diamètre. Les deux dernières éruptions se sont produites en 1977 et 2002. Des coulées de lave sont sorties du flanc sud fissuré par une série de fractures détruisant ainsi 13% de la ville de Goma. Il ne faut pas non plus négliger le danger que représentent les volcans endormis comme le Visoke, à la frontière entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, qui sont entrés en éruption en 1956 causant des dégâts du côté de Ruhengeri au Rwanda. Quant aux autres volcans endormis ils pourraient à tout moment entrer en

éruption, car des résidus pyroclastiques sont présents dans la région. Une telle éruption toucherait toute la Région des Grands Lacs (Ouganda, Rwanda et RDC).

Des risques environnementaux existents

Les Virunga se situent à l'extrémité Nord du lac. Le volcan Nyiragongo est le plus proche du lac Kivu mais des coulées de



Dario Tedesco, chef de projet "Prévention et Analyses des Risques naturels en RDC"

lave du Nyamulagira se sont également répandues dans le lac vers Mubambiro à l'Ouest de Goma. Le lac Kivu est situé à une altitude de 1400 m sur la partie occidentale du Rift Est-Africain. Sa superficie est de plus de 2000 km² et sa profondeur peut atteindre 500 m. Selon Dario Tedesco, le chef de projet de l'UNOPS, ce lac contient du dioxyde de carbone et du méthane d'origine organique dans ses profondeurs, et très probablement n'est pas lié directement aux volcans environnants. Dans ses profondeurs il y a une concentration de gaz dissous équivalente à un volume de plusieurs km³ qui, en cas de rejet à la surface, recouvrirait le lac d'un épais nuage de gaz mortel. Néanmoins, comme le précise Monsieur Tedesco, "ce risque pour le moment, en fonction des concentrations de CO₂ et CH₄, est quantifié comme mineur avec une probabilité pratiquement nulle d'occurrence", précise-t-il.

En dehors du gaz émis par les volcans, il existe un autre risque naturel lié au "Mazuku" (traduire par le vent de l'enfer) ou dioxyde de carbone: Le mazuku correspond à des zones de dépression morphologique où se concentre du dioxyde de carbone (CO₂). Etant plus lourd que l'air, ce gaz se présente sous forme de poches et devient mortel à une concentration de plus de 10%. Il est inodore, incolore et invisible à l'œil nu. Dario Tedesco souligne que "plusieurs dizaines de sites à Mazuku ont été identifiés et cartographiés. Ils se situent généralement entre le lac Kivu et les volcans. On en trouve notamment, dans différents endroits de la ville de Goma, dans les quartiers de Keshero-Kituku, Himbi, Mugunga-Buhimba, le Lac vert et Mubambiro. Les gens qui se retrouvent par hasard sur les sites à mazuku sont asphyxiés



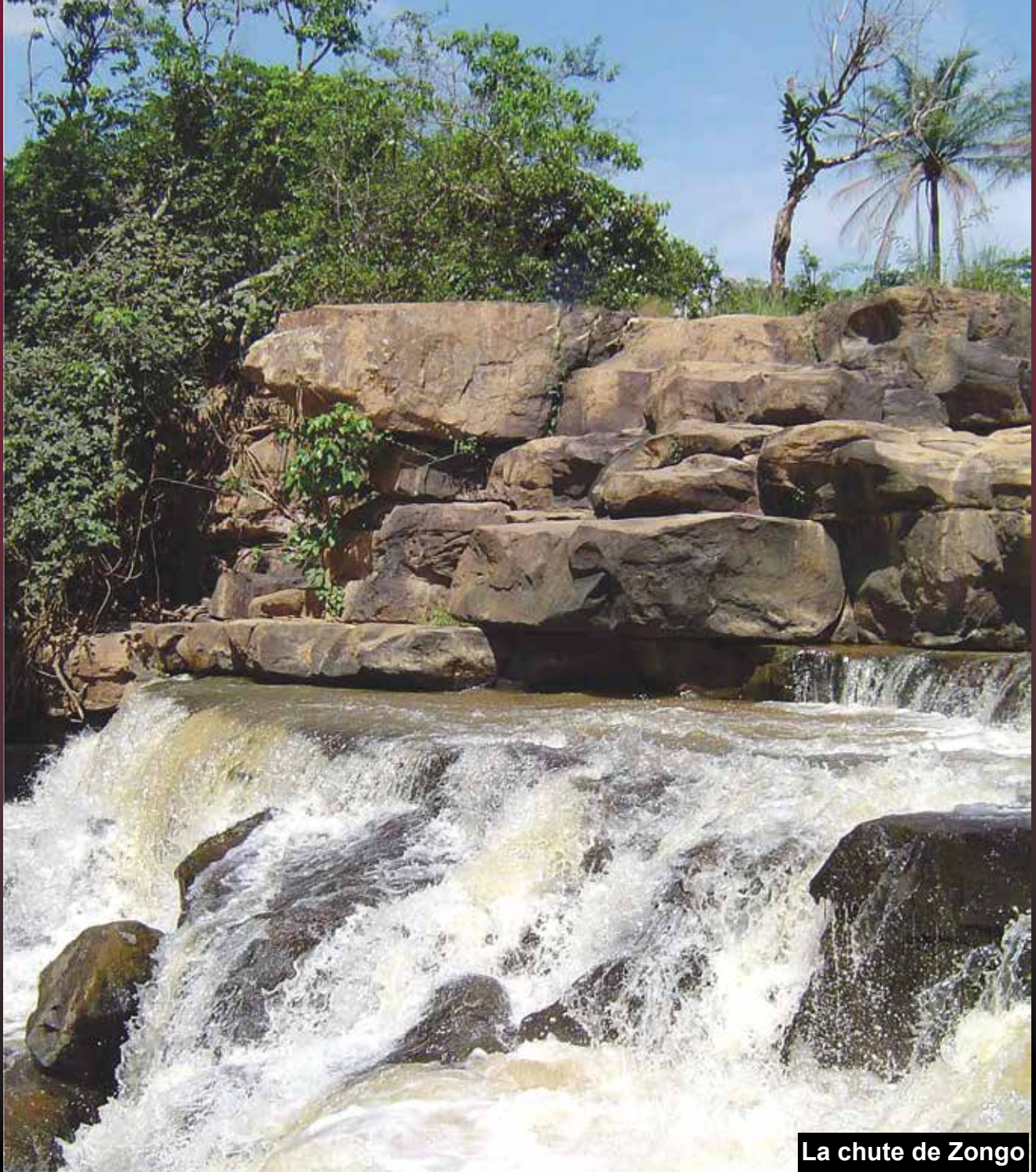
Une vue du volcan Nyiragongo en éruption - Photo UNOPS/Dario Tedesco

et meurent sur le coup. Depuis que les sites ont été localisés en 1995 il y a eu une centaine de victimes à Goma".

Quelle prévention pour le Nord Kivu ?

Depuis l'éruption volcanique du Nyiragongo en janvier 2002, les Nations Unies, l'Union Européenne, la Coopération Suisse et d'autres partenaires soutiennent financièrement et logistiquement la réduction des risques naturels et les activités de l'Observatoire Volcanologique de Goma. Le programme de gestion des risques naturels est entièrement exécuté par l'UNOPS. Dario Tedesco explique que "communiquer sur les risques volcaniques en RDC est devenu crucial, car le Nyiragongo est devenu extrêmement actif avec la présence dans son cratère du plus grand lac de lave au monde" et "la ville de Goma a connu une croissance démographique considérable avec plus d'un million d'habitants en 2010 et ce, sans compter les villes environnantes".

En plus d'un dispositif technique équipé d'un réseau sismique de surveillance du cratère du Nyiragongo, quatre codes d'alerte ont été créés et sont affichés dans la ville de Goma et de ses environs. Des sirènes ont été mises en place pour informer la population d'une éventuelle évacuation en cas d'éruption volcanique. Afin de toucher l'ensemble de la population et des autorités locales, le projet a lancé une vaste campagne d'information et de sensibilisation à travers des émissions de radio et de télévision pour expliquer comment se comporter pendant les phases d'alertes. Des réunions hebdomadaires sont tenues également avec la MONUSCO et les autorités locales. "La population comprend désormais qu'il est impossible de prévenir entièrement les catastrophes. Si nous n'avions pas toutes ces mesures de prévention des risques, les pertes humaines et économiques seraient énormes", a conclu Monsieur Tedesco ■



La chute de Zongo

Pour nous contacter :

12, avenue des aviateurs - Kinshasa/Gombe - Tél. : (243) 81 890 7368 - (243) 81 890 6885 - E-mail : tourep@un.org - Site web : www.monusco.org

 www.facebook.com/monusco.org -  twitter.com/MONUSCO -  www.youtube.com/MONUSCO